

9 février 1978 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

ENTRETIEN DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING, AVEC QUATRE JOURNALISTES SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, JEUDI 9 FÉVRIER 1978

ALAIN DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, BONSOIR ET MERCI DE NOUS ACCUEILLIR CE SOIR À L'ÉLYSÉE POUR CET ENTRETIEN SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE, QUI DOIT DURER 3

-4 D'HEURE ET QUI EST RETRANSMIS EN DIRECT SUR ANTENNE_2 `TELEVISION` ET TF1. MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE CONSTITUE UNE PART IMPORTANTE DE VOS RESPONSABILITÉS, MAIS C'EST UN SUJET QUE SOUVENT BEAUCOUP DE FRANÇAIS TROUVENT MYSTÉRIEUX ET UN PETIT PEU LOINTAIN. ALORS, POUR PARLER DE QUESTIONS, CE SOIR, COMME LA PLACE DE LA FRANCE DANS LES RELATIONS EST - OUEST, LA DÉTENTE, LA PROLIFÉRATION NUCLEAIRE OU LE PLAN FRANÇAIS DE DÉSARMEMENT, LA DÉFENSE NATIONALE, NOUS ALLONS ESSAYER DE VOUS POSER DES QUESTIONS SIMPLES ET DIRECTES. POUR CE FAIRE, JEAN-PIERRE JOULIN, D'EUROPE_NO_1 `RADIO`, YVES CUAU DE L'_EXPRESS `JOURNAL` EDOUARD SABLIER, DE FRANCE_INTER ET JOSETTE ALIA, DU NOUVEL_OBSERVATEUR. ALORS, MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, JE CROIS QUE LA PREMIÈRE QUESTION QUI SE POSE, C'EST QUE CEUX QUI CRITIQUENT LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE, QU'ILS APPARTIENNENT À L'OPPOSITION OU QUELQUEFOIS À LA MAJORITÉ, SE PLAIGNENT DU FLOU, DE CONTRADICTIONS, QUELQUEFOIS PARLENT DE RETOUR À L'ATLANTISME, MAIS AU FOND TOUTES LEURS CRITIQUES CONVERGENT D'ABORD SUR CETTE QUESTION : EST-CE QU'AUJOURD'HUI L'INDÉPENDANCE DE LA FRANCE EST RESPECTÉE DANS LE MONDE COMME ELLE L'ÉTAIT AUPARAVANT

-\

`REPOSE` LE PRÉSIDENT.- MONSIEUR DUHAMEL, VOUS AVEZ DIT QUE LES FRANÇAIS SOUHAITAIENT ÊTRE BIEN INFORMÉS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE. JE SOUHAITE QUE CET ENTRETIEN QUE NOUS ALLONS AVOIR COMPLÈTE LEUR INFORMATION. JE RÉPONDRAI AUSSI SIMPLEMENT QUE POSSIBLE ET JE VOUS PRIE DE ME POSER LES QUESTIONS LES PLUS DIRECTES ET ÉGALEMENT LES PLUS SIMPLES POSSIBLE. POURQUOI SUIS-JE HEUREUX DE CET ENTRETIEN ? C'EST PARCE QUE LA FRANCE VA ENTRER DANS UNE PÉRIODE DE RÉFLEXION. JE SOUHAITE D'AILLEURS QUE CE SOIT UNE RÉFLEXION OBJECTIVE, APPROFONDIE ET, DANS CETTE RÉFLEXION, IL NE FAUT PAS QUE LA FRANCE SOIT ABSENTE. IL Y A NATURELLEMENT LES PROBLÈMES PARTICULIERS DES FRANÇAIS QUI SONT SOUVENT TRÈS SENSIBLES. MAIS IL Y A AUSSI L'INTÉRÊT NATIONAL DE LA FRANCE ET CET INTÉRÊT NATIONAL DE LA FRANCE S'EXPRIME NOTAMMENT PAR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DONT NOUS ALLONS PARLER. ALORS, VOUS DITES : CETTE POLITIQUE ÉTRANGÈRE EST CRITIQUÉE. PAS TELLEMENT, ELLE EST DISCUTÉE, CE QUI EST TOUT À FAIT NATUREL PUISQUE NOUS SOMMES DANS UN SYSTÈME DE DÉMOCRATIE. MAIS J'OBSERVE, DANS TOUTES LES ANALYSES, QUE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE EST AU CONTRAIRE SUJET SUR LEQUEL IL Y A UN ASSEZ LARGE ACCORD NATIONAL. UN ASSEZ LARGE ACCORD DES FRANÇAIS. ET VOUS

DITES : CETTE POLITIQUE EST-ELLE INDEPENDANTE ?

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` IL M'AURAIT ETE DIFFICILE DE VOUS REpondRE IL Y A QUATRE ANS, MAIS JE PEUX VOUS REpondRE AUJOURD'HUI. PARCE QU'IL Y A QUATRE ANS, LORSQUE J'AI ETE ELU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, ENFIN IL Y A PRESQUE QUATRE ANS, LA SITUATION ETAIT OBJECTIVEMENT DIFFICILE. ELLE N'ETAIT PAS DIFFICILE DU FAIT DE L'ACTION DE MES PREDECESSEURS, OU DE LEUR DIPLOMATIE, PUISQU'AU CONTRAIRE J'AVAIS SOUTENU CETTE ACTION ET APPROUVE LEUR DIPLOMATIE, MAIS ELLE ETAIT OBJECTIVEMENT DIFFICILE. EN EFFET, EN 1974, RAPPELEZ-VOUS, L'EUROPE ETAIT EN CRISE, EN CRISE PROFONDE. NOUS VENIONS D'AVOIR LA HAUSSE DES PRIX DU PETROLE ET UNE ATMOSPHERE DE CONFRONTATION, PRESQUE BELLIQUEUSE, ENTRE LES CONSOMMATEURS ET LES PRODUCTEURS. LA FRANCE AVAIT DES RAPPORTS TENDUS AVEC CERTAINS DE SES PARTENAIRES, NOTAMMENT LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE, ET EN MEME TEMPS ON S'INTERROGEAIT SUR LA CONTINUITE DE LA POLITIQUE FRANCAISE, ET EN-PARTICULIER SUR CETTE QUESTION, CELLE DE L'INDEPENDANCE DE LA FRANCE. ALORS AUJOURD'HUI, OU EN SOMMES-NOUS, TRES RAPIDEMENT ?

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` D'ABORD L'EUROPE, DEPUIS QUATRE ANS, A PU PROGRESSER. PROGRESSER GRACE-A QUI ? A DES INITIATIVES FRANCAISES. CAR IL Y A EU DEUX PROGRES IMPORTANTS DE L'EUROPE : D'ABORD LA CREATION DE CE CONSEIL EUROPEEN QUI SE REUNIT MAINTENANT REGULIEREMENT, QUI FAIT PARTIE, JE DIRAI, DE NOTRE VIE FAMILIERE DE L'EUROPE : C'EST UNE INITIATIVE DE LA FRANCE, C'EST UNE INITIATIVE QUE J'AI PRISE ICI, A L'ELYSEE. ENSUITE L'ELECTION A VENIR, RETARDEE MALHEUREUSEMENT, COMME VOUS LE SAVEZ, DU FAIT DE CERTAINS DE NOS PARTENAIRES, DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE AU SUFFRAGE DIRECT : C'EST EGALEMENT LA FRANCE QUI A BEAUCOUP CONTRIBUE A SON ADOPTION

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` POUR CE QUI EST DE LA CONFRONTATION, C'EST-A-DIRE DE CETTE ATMOSPHERE DE GUERRE QUI ETAIT CELLE DES PRODUCTEURS DE PETROLE ET DES CONSOMMATEURS, NOUS SOMMES ACTUELLEMENT DANS UN RAPPORT QUI EST, AU CONTRAIRE, PROFONDEMENT NORMALISE. ET C'EST DU EN PARTIE A L'INITIATIVE, QUE NOUS AVONS PRISE, DU DIALOGUE NORD-SUD QUI A CONTRIBUE A CETTE NORMALISATION. ET SI NOUS ABORDONS, IL FAUT ETRE OBJECTIF - CETTE ANNEE 1978 SANS PRESSION A LA HAUSSE DES PRIX DU PETROLE DE LA PART DES PAYS PRODUCTEURS (ET C'EST ACTE DE RAISON DE LEUR PART) CELA EST DU A CETTE ATMOSPHERE DE CONCERTATION

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` EN CE QUI CONCERNE NOS RAPPORTS AVEC LES ETATS-UNIS, ILS ONT ETE NORMALISES, VOUS LE SAVEZ, MAIS SUR LA BASE DE LA RECONNAISSANCE DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE NOTRE POLITIQUE ET NOTAMMENT DE L'INDEPENDANCE DE NOTRE DEFENSE. J'AJOUTE QU'EN MEME TEMPS LA FRANCE A DEVELOPPE UNE POLITIQUE AFRICAINE QUI EST UNE POLITIQUE DE COOPERATION LIBERALE ET DE DEVELOPPEMENT DE SES AMITIES EN AFRIQUE, QUI A ETE ILLUSTRÉE, LORS DE MON RECENT VOYAGE EN COTE_D_IVOIRE PAR L'ACCUEIL POPULAIRE QUE J'Y AI RECU. EN MEME TEMPS, LA FRANCE EST PRESENTE DANS LES GRANDS DEBATS INTERNATIONAUX OU ELLE ETAIT, VOUS LE SAVEZ, POUR DIVERSES RAISONS, ABSENTE : JE VEUX DIRE LE DESARMEMENT ET LA LUTTE CONTRE LE DANGER NUCLEAIRE, CE QU'ON APPELLE LA PROLIFERATION NUCLEAIRE. L'ILLUSTRATION DE TOUT CELA, C'EST LE FAIT QU'EN 1977 J'AI ETE LE SEUL A RENCONTRER A LA FOIS LES DEUX GRANDS CHEFS_D_ETAT DES DEUX SUPERPUISSANCES ET ICI A PARIS OU J'AI RECU SUCCESSIVEMENT M. BREJNEV ET LE PRESIDENT CARTER. DANS LE MEME TEMPS,

D'AILLEURS, LE PREMIER MINISTRE SE RENDAIT EN CHINE OU IL RENCONTRAIT LE SUCCESSEUR `TENG HSIAO PING` DU PRESIDENT MAO. DONC, VOUS VOYEZ, QUE LA POLITIQUE DE LA FRANCE S'EST SITUEE A UN TRES HAUT NIVEAU DES RELATIONS INTERNATIONALES. ELLE NE SE SERAIT PAS SITUEE A CE NIVEAU SI ELLE N'AVAIT PAS UNE POLITIQUE INDEPENDANTE. POURQUOI VOULEZ-VOUS EN EFFET QU'ON S'OCCUPE DE LA POLITIQUE D'UN PAYS QUI NE SERAIT PAS MAITRE DE SES DECISIONS OU DE SA DIPLOMATIE ? ET SI NOUS AVONS ACTUELLEMENT CETTE POSITION DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES, A QUOI EST-CE DU ?

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` JE DIRAI D'ABORD QUE C'EST DU, INCONTESTABLEMENT, A L'ACTION ET AU PRESTIGE PERSONNEL DU GENERAL DE GAULLE ET A LA DIMENSION QU'IL A DONNEE, A L'EPOQUE A LA DIPLOMATIE DE LA FRANCE. ET C'EST DU ENSUITE A LA POLITIQUE QUI A ETE POURSUIVIE, ET NOTAMMENT A L'ACTION REGULIERE DE LA FRANCE POUR ETRE PRESENTE DANS LES GRANDS DEBATS, POUR AVOIR UNE ATTITUDE IMAGINATIVE SUR LES SUJETS DU MOMENT ET POUR EXPRIMER DES POINTS_DE_VUE QUI NE SOIENT PAS DES POINTS_DE_VUE EGOISTES, MAIS QUI SOIENT LA RECHERCHE OBJECTIVE DE LA SOLUTION DES PROBLEMES. JE TERMINERAI EN VOUS DISANT QUE CECI REPRESENTE UN EFFORT. COMME TOUS LES EFFORTS, LES RESULTATS NE SONT JAMAIS ACQUIS £ ILS DOIVENT ETRE CONSTAMMENT CONSERVES ET PROTEGES

-\

ALAIN DUHAMEL.- JEAN-PIERRE JOULIN ? JEAN-PIERRE JOULIN.- MA QUESTION EST TRES SIMPLE, MONSIEUR LE PRESIDENT. COMMENT, SELON VOUS, RELANCER LA POLITIQUE DE DETENTE ENTRE L'EST ET L'OUEST QUI PARAIT VRAIMENT S'ESSOUFFLER EN CE MOMENT ? LE PRESIDENT.- NON, ELLE NE S'ESSOUFFLE PAS. IL Y A UNE POLITIQUE DE DETENTE QUI SE POURSUIT. PAR EXEMPLE, JE PEUX VOUS DIRE QUE NOS RELATIONS AVEC L'UNION SOVIETIQUE `URSS` SONT DES RELATIONS QUI SONT ACTUELLEMENT DIRECTES, CONFIANTES ET OU NOUS AVONS PROGRESSE SUR-LE-PLAN DE NOTRE COOPERATION, A LA FOIS ECONOMIQUE ET POLITIQUE. IL N'Y A PAS, A L'HEURE ACTUELLE, DE DIFFICULTES OBJECTIVES DANS LES RELATIONS ENTRE L'UNION SOVIETIQUE ET LA FRANCE. DE MEME, IL Y A DES CONVERSATIONS, SUR-LE-PLAN DE LA DETENTE MILITAIRE, ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'UNION SOVIETIQUE QUI ONT QUELQUE PEU PROGRESSE. ELLES MARQUENT EN CE MOMENT UN CERTAIN FLECHISSEMENT, MAIS ELLES AVAIENT PROGRESSE A LA FIN DE L'ANNEE 1977 £ DONC, IL Y A UN PROGRES DE LA DETENTE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` IL Y A, PAR CONTRE, DES SUJETS SUR LESQUELS LA DETENTE BUTTE, ET NOTAMMENT TOUS CEUX QUI SONT LIES A LA CONCEPTION DES LIBERTES, DES DROITS DE L'HOMME. ALAIN DUHAMEL.- ON VA Y VENIR. LE PRESIDENT.- AH BON, VOUS ALLEZ Y VENIR. VOUS SAVEZ QU'IL Y A ACTUELLEMENT UNE CONFERENCE QUI EST REUNIE A BELGRADE, QUI EST LA SUITE DE LA CONFERENCE D'HELSINKI. CETTE CONFERENCE AVAIT PROGRESSE, MAIS, A L'HEURE ACTUELLE, ELLE RENCONTRE CERTAINES DIFFICULTES. NOUS SUIVONS TRES ATTENTIVEMENT SON DEROULEMENT £ D'AILLEURS, IL EST POSSIBLE QUE NOUS AYONS, LE MOMENT VENU, A PRENDRE UNE INITIATIVE A BELGRADE, AFIN DE CONTRIBUER A LA CONCLUSION POSITIVE DE CETTE REUNION. M. SABLIER.- JUSTEMENT, MONSIEUR LE PRESIDENT, J'AURAI SOUHAITE VOUS POSER CETTE QUESTION. QUAND ON VOIT CE QUI SE PASSE ACTUELLEMENT DANS LES PAYS DE L'EST AVEC LES DISSIDENTS, OU BIEN DANS CERTAINES DICTATURES MILITAIRES D'AMERIQUE LATINE, OU DANS CERTAINES DICTATURES DU TIERS-MONDE, ON NE VOIT PAS TRES BIEN COMMENT ON POURRAIT MAINTENANT POURSUIVRE UNE POLITIQUE POUR AMELIORER OU DEFENDRE LES DROITS DE L'HOMME

-\

LE PRESIDENT.- C'EST DIFFERENT. CAR LA POLITIQUE DE DETENTE CONCERNE LES RAPPORTS ENTRE L'EST ET L'OUEST, C'EST-A-DIRE ENTRE L'UNION SOVIETIQUE `URSS` ET LES PAYS DE L'EST, ET NOS PARTENAIRES DE L'EUROPE OCCIDENTALE ET LES ETATS-UNIS. DONC, LES QUESTIONS DES DICTATURES MILITAIRES OU DES AUTRES REGIMES SONT DIFFERENTES. IL Y A, DANS LE MONDE ACTUEL, UN VERITABLE PROBLEME DES DROITS DE L'HOMME. IL FAUT LE DIRE, IL FAUT L'AFFIRMER. D'AILLEURS, UNE DES RAISONS POUR LESQUELLES NOUS AVONS ETABLI, AVEC LA NOUVELLE ADMINISTRATION AMERICAINE, DES RAPPORTS, QUI SONT DES RAPPORTS CORDIAUX ET CONFIANTS, C'EST LE FAIT QUE NOUS PARTAGEONS CETTE PREOCCUPATION, ET JE VOUS DIRAI QUE, PERSONNELLEMENT, JE LA PARTAGE. JE N'AI JAMAIS ETE DE CEUX QUI PENSENT QUE LA POLITIQUE ETRANGERE DOIT ETRE EXCLUSIVEMENT FONDEE SUR CE QU'ON APPELLE LE REALISME. PARCE QUE L'ESPECE HUMAINE NE VIT PAS UNIQUEMENT DU REALISME. ELLE A DES BESOINS SPIRITUELS, DES IDEAUX & DONC, LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES HUMAINES, EST POUR MOI FONDAMENTALE, ET JE SUIS FIER, PAR EXEMPLE, QUE LA FRANCE SOIT ACTUELLEMENT UN PAYS CONSIDERE COMME PARMI LES PLUS LIBRES DU MONDE. COMMENT AGIR DANS CE DOMAINE ? IL FAUT BIEN SAVOIR QU'IL N'Y A PAS D'ACTION MASSIVE PUBLIQUE QUI PUISSE OBTENIR DES RESULTATS EN-RAISON DE LA DIVERSITE DES SITUATIONS ET DES REGIMES. MAIS ON PEUT METTRE TOUT LE TEMPS DANS SON APPROCHE DIPLOMATIQUE LA PREOCCUPATION DES LIBERTES ET DES DROITS DE L'HOMME. SACHEZ QUE POUR LA FRANCE, DANS TOUTES NOS DEMARCHES, C'EST UNE PREOCCUPATION FONDAMENTALE

-\

M. CUAU.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EN OCTOBRE 1975, AU LENDEMAIN DE LA CONFERENCE D'HELSINKI, VOUS AVEZ ETE LE PREMIER CHEF_D_ETAT OCCIDENTAL A VOUS RENDRE EN VISITE OFFICIELLE A MOSCOU, ET VOUS Y AVEZ PLAIDE AVEC FERVEUR POUR LA DETENTE DANS LA COMPETITION IDEOLOGIQUE. ON S'EST ETONNE A L'EPOQUE DES REACTIONS SOVIETIQUES ASSEZ SECHES ET LE PROGRAMME DE VOTRE VISITE A MEME ETE LEGEREMENT BOULEVERSE A CE MOMENT-LA. A LA LUMIERE DE LA CONFERENCE DE BELGRADE DONT VOUS PARLIEZ TOUT A L'HEURE, ESTIMEZ-VOUS QU'IL Y A EU DES PROGRES DANS CE DOMAINE DEPUIS DEUX ANS ? M. LE PRESIDENT.- D'ABORD, J'AI MAINTENU MA POSITION. VOUS VOUS SOUVENEZ QUE LORSQUE J'AI RECU L'ETE DERNIER M. BREJNEV, J'AI REPRIS LE MEME THEME. JE CROIS DEUX CHOSES CONCERNANT LA DETENTE, C'EST D'ABORD QUE S'IL DOIT Y AVOIR UNE AMELIORATION DES RAPPORTS ENTRE L'EST ET L'OUEST, CELA SUPPOSE QUE L'ESPRIT DE LA DETENTE SOIT GLOBAL. ON NE PEUT PAS IMAGINER QU'ON S'ENTENDE TRES BIEN SUR LA LIGNE QUI NOUS SEPRE ENTRE L'EUROPE DE L'EST ET L'EUROPE DE L'OUEST ET QU'ON SE BATTE 1.000 OU 2.000 KILOMETRES PLUS LOIN. LA CONCEPTION DE LA DETENTE EST DONC A MES YEUX UNE CONCEPTION GLOBALE. ENSUITE, IL NE PEUT PAS Y AVOIR DE VERITABLE DETENTE S'IL Y A EN MEME TEMPS UN AFFRONTMENT IDEOLOGIQUE CONSTANT ET AGRESSIF. QU'IL Y AIT DES DIFFERENCES IDEOLOGIQUES, CELA VA DE SOI. NOUS NE PRETENDONS PAS IMPOSER NOS VUES ET NOS CONCEPTIONS A L'UNION SOVIETIQUE `URSS`, PAS PLUS D'AILLEURS QUE NOUS N'ACCEPTERIONS, BIEN EVIDEMMENT, L'INVERSE. DANS LA DETENTE, IL Y A LA RECONNAISSANCE DES DIFFERENCES IDEOLOGIQUES, MAIS IL Y A UNE MANIERE DE LES EXPRIMER. JE DOIS DIRE QUE, AU-COURS DE L'ANNEE 1977, LE COMPORTEMENT GENERAL M'A PARU MARQUER UNE CERTAINE PREOCCUPATION DE MODERATION DANS LA COMPETITION IDEOLOGIQUE

-\

POLITIQUE ETRANGERE `RELATIONS FRANCO - ALGERIENNES` JOSETTE ALIA.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS VOTRE DERNIER ENTRETEN, VOUS AVEZ SOUHAITE UNE AUTRE SORTE DE DETENTE ENTRE LA FRANCE ET L'ALGERIE. EST-CE QUE LES RECENTS PROPOS DE M. BOUTEFFLIKA. QUI JE LE RAPPELLE A ACCUSE LA FRANCE

RECOURS A UN COOPERANT, C'EST LE MARIAGE, MARQUEE EN FRANCE
D'IMPERIALISME ET LUI A DEMANDE EN MEME TEMPS DE REPREDRE UNE POSITION
D'ARBITRE, VOUS SEMBLANT POSITIFS OU NON ? M. LE PRESIDENT.- MADemoiselle, IL
FAUDRAIT UNE LONGUE REPONSE SUR CETTE QUESTION TRES IMPORTANTE DES
RAPPORTS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGERIE. QUESTION TRES IMPORTANTE, PARCE QUE
NOUS SOMMES FACE A FACE, DES DEUX COTES DE LA MEDITERRANEE, QUE NOUS
AVONS DES RELATIONS ETROITES : PRESENCE DE 800.000 `NOMBRE` ALGERIENS EN
FRANCE, PRESENCE EN ALGERIE D'UN GRAND NOMBRE DE COOPERANTS ET
D'ENSEIGNANTS, SANS PARLER DES FRANCAIS BEAUCOUP MOINS NOMBREUX, IL EST
VRAI, ETABLIS DANS CE PAYS £ D'AUTRE_PART, NOUS AVONS DES ECHANGES
ECONOMIQUES IMPORTANTS NOUS AVONS DES DIPLOMATIES QUI TRAITENT LES MEMES
SUJETS. IL SERAIT DONC SOUHAITABLE QUE NOS RAPPORTS SOIENT DE BONS
RAPPORTS. SI L'ON REGARDE LES CHOSES DEPUIS L'ORIGINE, ON S'APERCOIT QUE CES
RAPPORTS ONT TOUJOURS ETE DIFFICILES DEPUIS 1962 `INDEPENDANCE DE
L'ALGERIE`. IL Y AVAIT DES PHASES UN PEU PLUS FAVORABLES ET DES PHASES PLUS
DEFAVORABLES... RAPPELEZ-VOUS LA TENSION AU MOMENT DE LA NATIONALISATION
DES COMPAGNIES PETROLIERES. A DEUX OU TROIS REPRISES IL Y A EU UNE
DETERIORATION SERIEUSE DES RAPPORTS ENTRE L'ALGERIE ET LA FRANCE. CE QUI EST
FRAPPANT, C'EST QUE LORSQU'APPARAIT UNE DIFFICULTE TECHNIQUE ENTRE L'ALGERIE
ET LA FRANCE, UNE DIVERGENCE D'APPRECIATION SUR UN POINT OU UN AUTRE, C'EST
L'ENSEMBLE DES RELATIONS QUI SE TROUVE DETERIORE. IL FAUT DONC ALLER AU
FOND DES CHOSES ET, SI ON VA AU FOND DES CHOSES, QUE VOIT-ON ?

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS - ALGERIENNES ` REPOSE ` JE CROIS QU'A
CETTE DIFFICULTE DES RELATIONS FRANCO - ALGERIENNES, IL Y A DEUX CAUSES : LA
PREMIERE CAUSE, EVIDEMMENT, CE SONT LES CONDITIONS DOULOUREUSES DANS
LESQUELLES S'EST REALISEE L'ACCESSION DE L'ALGERIE A L'INDEPENDANCE,
CONDITIONS DOULOUREUSES DE PART ET D'AUTRE. LA SECONDE, C'EST LE FAIT QUE LE
_CADRE JURIDIQUE DES RAPPORTS ENTRE L'ALGERIE ET LA FRANCE N'EST PLUS
ADAPTE A LA REALITE. CE _CADRE JURIDIQUE, C'EST CELUI DES ACCORDS D'EVIAN. OR,
SI ON REGARDE CES ACCORDS, ON S'APERCOIT QU'ILS NE CORRESPONDENT PAS A LA
REALITE ACTUELLE DE NOS RELATIONS. ILS ONT ETE SIGNES AVANT L'INDEPENDANCE.
QUI SE RAPPELLE, PAR EXEMPLE, QUE DANS CES ACCORDS D'EVIAN IL ETAIT PREVU QUE
LES FRANCAIS, TOUT EN GARDANT LEUR PROPRE STATUT, ETAIENT APPELES A SIEGER
DANS LES ASSEMBLEES MUNICIPALES OU NATIONALE EN ALGERIE, A PROPORTION DE
LEUR IMPORTANCE NUMERIQUE DANS LA POPULATION ? QUI SE SOUVIENT QUE, DANS
CES ACCORDS, IL ETAIT PREVU QU'AUCUNE MESURE DE DEPOSSESSION NE SERAIT
PRISE A L'ENCONTRE DES FRANCAIS D'ALGERIE - JE CITE LE TEXTE - "SANS L'OCTROI
D'UNE INDEMNITE EQUITABLE PREALABLEMENT FIXEE " ? EN SENS INVERSE, CES
ACCORDS PREVOYAIENT QUE LA FRANCE VERSERAIT UNE AIDE FINANCIERE PRIVILEGIEE
A L'ALGERIE. CETTE AIDE FINANCIERE A ETE INTERROMPUE DEPUIS. LE _CADRE
THEORIQUE DES RAPPORTS FRANCO - ALGERIENS, C'EST-A-DIRE LES ACCORDS D'EVIAN,
NE CORRESPOND PLUS AUJOURD'HUI A LA REALITE DE CES RAPPORTS ET JE CROIS QUE
C'EST LA UNE SITUATION PREJUDICIALE ET QU'ELLE DOIT ETRE CORRIGEE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALGERIENNES ` REPOSE ` QU'AI-JE
FAIT DEPUIS MON ACCESSION A LA PRESIDENCE ? D'ABORD, JE SUIS ALLE EN ALGERIE,
CE QU'AUCUN DE MES PREDECESSEURS N'AVAIT FAIT. NOUS N'AVONS PAS RECU, A
L'INVERSE, DE VISITE EN FRANCE. EN M'Y RENDANT PERSONNELLEMENT, J'AI MONTRE
QUE LA QUESTION DE L'OPTION POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ALGERIEN N'ETAIT PAS
UN OBSTACLE A NOS RELATIONS. ENSUITE, LE GOUVERNEMENT A FAIT ADOPTER, A
L'AUTOMNE DERNIER, UNE LOI D'INDEMNISATION, A LA CHARGE EXCLUSIVE DU
CONTRIBUABLE FRANCAIS, CE QUI, D'UNE CERTAINE FACON, MODIFIE LES ACCORDS

D'EVIAN. VOUS AVEZ NOTE QU'AU-COURS DU DEBAT DIFFICILE SUR LE VOTE DE CETTE LOI, QUI REPRESENTE A LA FOIS UNE CHARGE POUR LES UNS ET NATURELLEMENT UNE PREOCCUPATION POUR LES RAPATRIES EUX-MEMES, JAMAIS LE GOUVERNEMENT N'A MIS EN CAUSE, D'UNE MANIERE DIRECTE OU AGRESSIVE, LES RESPONSABILITES ALGERIENNES DANS CE DOMAINE. MAINTENANT QUE NOUS AVONS TRAITE CE PROBLEME, QUE POUVONS-NOUS FAIRE AUJOURD'HUI ? JE CROIS QU'IL FAUT, MAINTENANT, DEFINIR UN NOUVEAU CADRE POUR LES RELATIONS ENTRE L'ALGERIE ET LA FRANCE ET CE NOUVEAU CADRE DEVRAIT PARTIR D'UN CERTAIN NOMBRE DE PRINCIPES SIMPLES. D'ABORD, LE RESPECT DE L'INDEPENDANCE DE PART ET D'AUTRE ET DE TOUS LES DROITS QUI S'Y RATTACHENT. ENSUITE, LA NON-INGERENCE DANS LES AFFAIRES LES UNS DES AUTRES. LA FRANCE N'ENTEND, EN AUCUNE MANIERE, DICTER SA POLITIQUE A L'ALGERIE, MAIS ELLE N'ENTEND PAS NON PLUS QUE L'ALGERIE SE PROPOSE DE LA LUI DICTER. ENFIN, L'EQUILIBRE DES DROITS ET DES DEVOIRS DES DEUX PAYS SUIVANT LES REGLES DU DROIT INTERNATIONAL

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALGERIENNES ` REPOSE ` MAIS IL FAUDRAIT ALLER PLUS LOIN EN RECHERCHANT DES SOLUTIONS QUI TIENNENT COMPTE DE L'IMPORTANCE DE LA POPULATION ALGERIENNE VIVANT EN FRANCE, AINSI QUE DE L'IMPORTANCE DE L'ACTIVITE DES FRANCAIS VIVANT EN ALGERIE. ON POURRAIT CREER, PAR EXEMPLE, DES COMMISSIONS GOUVERNEMENTALES DE HAUT NIVEAU TRAITANT, ICI, LE PROBLEME DES ALGERIENS VIVANT EN FRANCE ET TRAITANT, LA-BAS, LE PROBLEME DE LA SITUATION ET DES BIENS DES FRANCAIS, CAR IL EN EXISTE ENCORE. ON POURRAIT, DE MEME, PREVOIR UN ORGANISME POUR TRAITER LES IMPORTANTS PROBLEMES DE COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LES DEUX PAYS. VOILA CE QUE LA FRANCE EST PRETE A FAIRE. VOILA CE QUE JE PROPOSE. ENCORE FAUT-IL, NATURELLEMENT, QUE NOS PARTENAIRES SOIENT DANS LES MEMES DISPOSITIONS D'ESPRIT. A CET EGARD, J'AI ETE FRAPPE, AU-COURS DES DERNIERS MOIS, DE VOIR QUE, SOUVENT, LES DIRIGEANTS ET, PLUS SOUVENT ENCORE, LA PRESSE ALGERIENNE, N'ADOPTAIENT PAS VIS-A-VIS DE LA FRANCE LA MEME ATTITUDE DE RETENUE QUE NOUS OBSERVONS POUR NOTRE PART. A QUI VEUT-ON FAIRE CROIRE QUE LA FRANCE POURSUIVRAIT, A L'HEURE ACTUELLE, JE NE SAIS QUEL REVE IMPERIALISTE EN AFRIQUE OU ENCORE JE NE SAIS QUEL REVE DE PRESENCE MILITAIRE EN AFRIQUE. DE MEME, LORSQUE L'ANNEE DERNIERE, IL S'AGISSAIT DE CONDUIRE DJIBOUTI A L'INDEPENDANCE, QUI AVAIT RAISON, DE L'ALGERIE QUI CROYAIT QUE NOUS NE LE FERIONS PAS, OU DE LA FRANCE QUI A REALISE CETTE INDEPENDANCE ?

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - ALGERIENNES ` REPOSE ` QUANT A LA COOPERATION QU'ELLE PRATIQUE, LA FRANCE NE L'A JAMAIS IMPOSEE A PERSONNE, ET LORSQU'ELLE A AGI EN FAVEUR DE TEL OU TEL ETAT, C'EST TOUJOURS A L'INTERIEUR DES FRONTIERES DE CELUI-CI ET TOUJOURS A SA DEMANDE. J'AJOUTE QUE J'AI LU LES DECLARATIONS OFFICIELLES DES DERNIERES SEMAINES, JE DIS BIEN LES DECLARATIONS OFFICIELLES, CROIT-ON VRAIMENT QUE C'EST EN EVOQUANT L'OUVERTURE DE NOUVEAUX CHARNIERS OU EN RAPPELANT LES EVENEMENTS ANTERIEURS A 1962 QUE L'ON PENSE SERVIR AUJOURD'HUI LA CAUSE DE L'ENTENTE ENTRE L'ALGERIE ET LA FRANCE ? OU EN SERAIT L'EUROPE, OU EN SERAIT LA DETENTE, SI NOUS PROCEDIONS DE LA MEME MANIERE ? JE SOUHAITE QUE CETTE ATTITUDE SOIT COMPRISE ET JE SOUHAITE QUE NOUS PUISSIONS ABORDER UNE NOUVELLE ETAPE DES RELATIONS ENTRE L'ALGERIE ET LA FRANCE. IL Y A NATURELLEMENT DES PROBLEMES A TRAITER. JE NE POURRAI VOUS LES INDIQUER TOUS, JE LE RECONNAIS. IL Y A PAR EXEMPLE LE PROBLEME DE LA COMMUNAUTE ALGERIENNE ` TRAVAILLEURS IMMIGRES ` EN FRANCE QUI DOIT ETRE, EN EFFET, PROTEGEE. JE CONSIDERE QU'IL SERAIT INACCEPTABLE QUE CELLE-CI SUBISSE OU DES MAUVAIS TRAITEMENTS OU DES

INJUSTICES OU DES AGRESSIONS, SANS QU'ELLE RECOIVE DE NOTRE PART LA PROTECTION A LAQUELLE ELLE A, BIEN ENTENDU, DROIT. DE MEME, LES PROBLEMES ECONOMIQUES ENTRE LA FRANCE ET L'ALGERIE QUI SONT A DES STADES DE DEVELOPPEMENT DIFFERENTS ET QUI DOIVENT ETRE TRAITES DANS UN ESPRIT POSITIF. MAIS ENCORE FAUT-IL NATURELLEMENT QUE NOTRE ATTITUDE TROUVE, DE L'AUTRE COTE DE LA MEDITERRANEE, UNE DISPOSITION SEMBLABLE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` ALAIN DUHAMEL.- ALORS, MAINTENANT, DEUX OU TROIS QUESTIONS RAPIDES AVANT QUE NOUS NE PASSIONS AU SECOND THEME. EDOUARD SABLIER ? EDOUARD SABLIER.- LA FRANCE A TOUJOURS CONSIDERE QUE LA DETENTE DEVAIT ETRE GLOBALE. EST-CE QUE VOUS ESTIMEZ QUE LES ENVOIS ACTUELS D'ARMES SOVIETIQUES A L'ETHIOPIE, LA GUERRE QUI EST CONDUITE EN ETHIOPIE CONTRE LES VOISINS SOMALIENS, ETC... SONT COMPATIBLES AVEC LES PRINCIPES DE LA DETENTE QUE VOUS DEFENDEZ. LE PRESIDENT.- NON, ILS NE SONT CERTAINEMENT PAS COMPATIBLES. IL EST VRAI QUE LA SITUATION ENTRE L'ETHIOPIE ET LA SOMALIE A ETE COMPLIQUEE PAR LE FAIT QU'IL N'Y A PAS RESPECT DE LA FRONTIERE TRADITIONNELLE ENTRE LA SOMALIE ET L'ETHIOPIE. C'EST POURQUOI NOUS PENSONS QUE L'ATTITUDE A PRENDRE DANS CE DOMAINE, C'EST, D'UNE_PART, LA RECONNAISSANCE DU FAIT QUE LA FRONTIERE ENTRE LA SOMALIE ET L'ETHIOPIE, C'EST LA FRONTIERE HERITEE DE L'INDEPENDANCE, D'AUTRE_PART, NATURELLEMENT, QU'UNE CERTAINE SECURITE DOIT ETRE ASSUREE AUX POPULATIONS DE L'OGADEN ET PEUT ETRE UN CERTAIN DROIT A EXPRIMER, LE MOMENT VENU, LEURS PREFERENCES POLITIQUES. SI CES POSITIONS ETAIENT PRISES A L'INITIATIVE D'UN GROUPE D'ETATS AFRICAINS, IL FAUDRAIT INVITER L'ENSEMBLE DES PUISSANCES EXTERIEURES A CESSER L'ENVOI MASSIF DE MATERIEL DANS LA REGION

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` ALAIN DUHAMEL.- JEAN-PIERRE JOULIN ? JEAN-PIERRE JOULIN.- MONSIEUR LE PRESIDENT, IL Y A UN AUTRE CONFLIT QUI SE DEROULE ACTUELLEMENT, EN AFRIQUE, QUI EST BEAUCOUP PLUS LIMITE, BIEN SUR. IL S'AGIT DU TCHAD. CE PAYS QUI EST LE THEATRE DE VIOLENTS COMBATS ACTUELLEMENT, DEMANDE L'AIDE DE SES AMIS, DONT LA FRANCE. QUELLE SERA VOTRE REPONSE ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, IL FAUT SAVOIR QUE LE TCHAD EST UN DES PAYS LES PLUS PAUVRES DU MONDE ET QUE LA POPULATION, QU'IL S'AGISSE DU NORD, QU'IL S'AGISSE DU SUD, Y VIT DANS UN TRES GRAND _ETAT DE DENUEMENT. ET JE TROUVE, POUR MA PART, QU'IL Y A, EN REALITE, UNE SORTE DE SCANDALE QUE CETTE POPULATION SOIT AMENEES A CONSACRER SES EFFORTS ET SES MOYENS A DES COMBATS FRATRICIDES, AU_LIEU DE POUVOIR SE CONSACRER A DES TACHES DE PROGRES ET DE PAIX. LE GOUVERNEMENT DU TCHAD EST UN GOUVERNEMENT AVEC LEQUEL NOUS AVONS UN CERTAIN NOMBRE DE RELATIONS DE COOPERATION, VOUS LE SAVEZ. LA FRANCE REpond AUX DEMANDES DE COOPERATION PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT DU TCHAD. ELLE LE FAIT A L'INTERIEUR DE NOS ACCORDS. CES ACCORDS NE PREVOIENT PAS LA PARTICIPATION DE MOYENS MILITAIRES FRANCAIS ET DES ACTIONS SUR LE TERRITOIRE DU TCHAD. C'EST DONC UNE COOPERATION EXCLUSIVE DE L'INTERVENTION DE MOYENS MILITAIRES DE COMBAT

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AMERICAINES ` ALAIN DUHAMEL.- YVES CUAU ? YVES CUAU.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DEPUIS VOTRE ENTREE A L'ELYSEE, LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS SE SONT CONSIDERABLEMENT DECRISPES, ELLES SONT MEME SOURIANTES. MALGRE TOUT, SUR LA PLUPART DES GRANDS DOSSIERS, ON A L'IMPRESSION QUE LES ETATS-UNIS ONT UNE POSITION DURE, PAR EXEMPLE L'EUROPE AGRICOLE, LE NUCLEAIRE, LE DIALOGUE NORD-SUD, ET BIEN D'AUTRES & ON A L'IMPRESSION MEME QU'ILS EN SONT RESTES SOUVENT A LA LIGNE DE MONSIEUR KISSINGER. EST-CE QUE LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-

DE MONSIEUR RISSINGER. EST-CE QUE LES RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS UNIS SONT AUSSI BONNES QUE POURRAIT LE LAISSER PENSER LE CARACTERE SOURIAnt DE VOS RELATIONS PERSONNELLES AVEC LE PRESIDENT CARTER ? M. LE PRESIDENT.- JE CROIS QU'IL Y A DEUX CHOSES : IL Y A D'ABORD LE CLIMAT GENERAL DES RELATIONS. IL FAUT SAVOIR QUE LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET LA FRANCE ONT ETE SOUVENT TRES BONNES, NOTAMMENT AU DEBUT DE LA VEME REPUBLIQUE. VOUS VOUS SOUVENEZ QU'AU DEBUT DE LA PRESIDENCE DU GENERAL DE GAULLE, ET DU TEMPS DU GENERAL EISENHOWER LES RELATIONS ETAIENT TRES BONNES ET AUSSI SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR KENNEDY. CE N'EST PAS UNE SITUATION ANORMALE, C'EST LE RETOUR A UNE SITUATION NORMALE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` RELATIONS FRANCO - AMERICAINES ` REPOSE ` SUR CERTAINS SUJETS, NOUS ` JIMMY CARTER ` AVONS DES POSITIONS DIFFERENTES. JE CROIS QU'IL EST BON D'AVOIR A LA FOIS DES RELATIONS CORDIALES, DE DISCUTER ET EN MEME TEMPS DE MAINTENIR SES POSITIONS. SUR LES GRANDS SUJETS EN-COURS, SACHEZ QUE LA FRANCE A MAINTENU SES POSITIONS, QU'IL S'AGISSE DE L'INDEPENDANCE DE SA DEFENSE, QU'IL S'AGISSE DE SES POSITIONS EN CE QUI CONCERNE LE PROBLEME TECHNIQUE DE LA PROLIFERATION NUCLEAIRE, QU'IL S'AGISSE DEMAIN, DES PROBLEMES DU DESARMEMENT. DONC, IL Y A D'UNE _PART UN _CADRE CORDIAL DE RELATIONS PERMETTANT DE TRAITER LES PROBLEMES, MAIS IL N'Y A PAS, PAR AILLEURS, DE LA PART DE LA FRANCE, UN RENONCEMENT AUX POSITIONS QUI SONT LES SIENNES

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` ALAIN DUHAMEL.- ALORS, MAINTENANT, VENONS-EN AU SECOND THEME, AU PROBLEME DU DESARMEMENT ET DE LA PROLIFERATION. JEAN-PIERRE JOULIN.- LES REACTIONS AU PLAN FRANCAIS DE DESARMEMENT N'ONT PAS ETE DECEVANTES ? LES FRANCAIS ONT SEMBLE S'EN DESINTERESSER. LA PLUPART DE NOS PARTENAIRES N'ONT MANIFESTE AUCUN ENTHOUSIASME. M. LE PRESIDENT.- C'EST UN JUGEMENT UN PEU SOMMAIRE. J'AI SUR MON BUREAU TOUS LES TELEGRAMMES DE REACTIONS DE LA PLUPART DES PAYS & CES REACTIONS SONT, AU CONTRAIRE, DANS L'ENSEMBLE TRES POSITIVES. NOUS N'AVONS PAS VOULU PRESENTER UN PROGRAMME QUI SOIT UN PLAN FRANCAIS, AUQUEL IL FALLAIT REpondRE PAR "OUI" OU PAR "NON". IL EXISTE UNE COMMUNAUTE INTERNATIONALE DE 150 ETATS QUI DISCUTENT DE CE SUJET. LA FRANCE CONTRIBUE A LA DISCUSSION, MAIS ELLE NE VEUT PAS IMPOSER SES VUES, NOUS L'AVONS DIT DES LE DEPART. NOUS AVONS FAIT UN CERTAIN NOMBRE DE PROPOSITIONS. SUR CES PROPOSITIONS, LES REACTIONS INTERNATIONALES SONT DANS L'ENSEMBLE, POSITIVES. NATURELLEMENT, TEL OU TEL PAYS PEUT EMETTRE OU EMETTRA SES RESERVES. QUELS SONT LES POINTS LES PLUS IMPORTANTS ? NOUS AVONS PROPOSE, PAR EXEMPLE, QUE LA CONFERENCE DU COMITE DU DESARMEMENT DE GENEVE, QUI N'A PAS ABOUTI A DES RESULTATS TRES SUBSTANTIELS ET QUI EST CO-PRESIDEE PAR LES ETATS-UNIS ET L'UNION SOVIETIQUE ` URSS ` , SOIT REMPLACEE PAR UNE INSTANCE PLUS REPRESENTATIVE ET DIRECTEMENT BRANCHEE SUR LES NATIONS-UNIES. CETTE INSTANCE DEVRAIT AVOIR UN PRESIDENT ELU, PAR EXEMPLE, POUR DEUX ANS, MAIS TOURNANT PARMi TOUS LES PARTICIPANTS. CEUX-CI DEVRAIENT ETRE D'UNE _PART, LES 15 MEMBRES DU CONSEIL _DE _SECURITE ` ONU ` ET, D'AUTRE _PART 15 A 20 ETATS A DESIGNER SUR UNE BASE GEOGRAPHIQUE PAR LES NATIONS-UNIES. SUR _CE _POINT, LES REACTIONS, DANS L'ENSEMBLE, SONT POSITIVES

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` DEUXIEME SUJET : NOUS AVONS PROPOSE LA CREATION D'UNE AGENCE DE SATELLITES DE CONTROLE. NOUS AVONS EN EFFET OBSERVE QU'UN DES MOYENS DE CONTROLE - CE N'EST PAS LE SEUL - C'ETAIT L'USAGE DES SATELLITES & C'EST AINSI QUE LES SOVIETIQUES ET LES AMERICAINS SE SURVEILLENT. S'IL DOIT Y AVOIR UN DESARMEMENT MONDIAL, IL NE PEUT PAS ETRE

SURVEILLE PAR DEUX SUPER-PUISSANCES. IL FAUT QUE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE PUISSE UTILISER LES SATELLITES DE CONTROLE. LA AUSSI, NOUS AVONS OBTENU UNE REACTION POSITIVE DE LA PART D'UN GRAND NOMBRE D'ETATS. ENFIN, NOUS PROPOSONS - C'EST LA UNE INITIATIVE TRES IMPORTANTE ET QUE NOUS ALLONS NATURELLEMENT DISCUTER AVEC NOS PARTENAIRES - DE LANCER UNE CONFERENCE EUROPEENNE DU DESARMEMENT CONVENTIONNEL, DE L'ATLANTIQUE A L'OURAL. CETTE CONFERENCE DEVRAIT TRAITER LE PROBLEME DE TOUS LES ARMEMENTS NON_NUCLEAIRES - PUISQUE LE PROBLEME DES ARMEMENTS NUCLEAIRES EST DISCUTE AILLEURS - SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE EUROPEEN, C'EST-A-DIRE DE NOTRE RIVAGE ATLANTIQUE JUSQU'AUX FRONTIERES SEPARANT LA RUSSIE D'EUROPE DE LA RUSSIE D'ASIE. SUR_CE_POINT EGALEMENT, NOUS AVONS RECUEILLI DES REACTIONS POSITIVES D'INTERET. TOUT CECI, NATURELLEMENT DEVRA ETRE DISCUTE. MAIS POUR SOULIGNER L'IMPORTANCE QUE J'ATTACHE, PERSONNELLEMENT, A CE DOSSIER - C'EST-A-DIRE LA CONTRIBUTION DE LA FRANCE A LA SOLUTION DU PROBLEME DU DESARMEMENT - JE _COMPTE ME RENDRE AUX NATIONS-UNIES AU MOMENT DE LA SESSION SPECIALE, C'EST-A-DIRE A LA FIN DU MOIS DE MAI, POUR Y PRESENTER LES PROPOSITIONS DE LA FRANCE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` JOSETTE ALIA.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS LE PROJET FRANCAIS DE DESARMEMENT, VOUS PROPOSEZ AUSSI QUE CE SYSTEME DE CONTROLE SOIT FINANCE PAR UNE TAXE, UNE TAXE QUI SERAIT PAYEE PAR LES PAYS QUI SERAIENT FAUTIFS, C'EST-A-DIRE QUI SERAIENT SUR-ARMES. JE VOUDRAIS VOUS DEMANDER D'ABORD QU'EST-CE QUE LA NOTION DE SUR-ARMEMENT, COMMENT ON VA LA DEFINIR, QUI VA LA DEFINIR ? EST-CE QUE VOUS CONSIDEREZ, PAR EXEMPLE, QUE L'IRAN EST SUR-ARME, OU LA COREE, QUI EST LA 5EME ARMEE DU MONDE, QUI EST UN TOUT PETIT PAYS ? QUI VA FIXER CELA ? D'AUTRE_PART, CE CONTROLE, SUR QUOI DEBOUCHE-T-IL EXACTEMENT ? C'EST TRES INTERESSANT D'AVOIR, EFFECTIVEMENT, UN CONTROLE QUI NE SOIT PAS UNIQUEMENT CELUI DES GRANDES PUISSANCES, MAIS SI VOUS CONSTATEZ QUE CERTAINS PAYS SONT SUR-ARMES, QUELS MOYENS AVEZ-VOUS DE LES FAIRE DESARMER ? EST-CE QUE VOUS AVEZ DES MOYENS DE PRESSION SUR EUX ? ENFIN, COMMENT CONCEVEZ-VOUS L'APPLICATION DU SYSTEME ? M. LE PRESIDENT.- NOUS N'ALLONS PAS POUVOIR ENTRER DANS TOUS LES ASPECTS DE CE PROBLEME, MAIS JE VOUDRAIS REpondre A QUELQUES-UNES DE VOS PREOCCUPATIONS. AUTREFOIS, QUAND ON PARLAIT DU DESARMEMENT, L'IDEE ETAIT QU'IL FALLAIT UN DESARMEMENT GENERAL PAR SUPPRESSION DE TOUS LES ARMEMENTS DANS LE MONDE. L'EXPERIENCE A MONTRE QUE CE N'ETAIT PAS REALISTE ET QU'ON NE POURRAIT PAS ATTEINDRE CET OBJECTIF. C'EST CE QUI SE PASSE EN REALITE DEPUIS QUINZE ANS, PARCE QU'IL EXISTE SUR-LE-PLAN INTERNATIONAL UN DROIT LEGITIME A LA SECURITE COMME IL EXISTE SUR-LE-PLAN DE LA VIE A L'INTERIEUR D'UN ETAT UN DROIT LEGITIME A LA SECURITE. ON POURRAIT IMAGINER QU'EN FRANCE ON SUPPRIME TOUTES LES FORCES DE SECURITE EN DISANT : LES CITOYENS SONT TELLEMENT BIEN QU'ELLES NE SERAIENT PAS NECESSAIRES. C'EST UN PEU CE QUE DISAIT LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. MAIS CE N'EST PAS REALISTE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REponse ` MA PROPOSITION EST DE DIRE : IL Y A UN DROIT NATIONAL A LA SECURITE, C'EST-A-DIRE QUE TOUT ETAT DOIT ETRE CAPABLE DE SE PROTEGER CONTRE LES EVENTUALITES INHERENTES A LA VIE INTERNATIONALE. CELA MONTRE TOUT DE SUITE QUE C'EST UN PROBLEME DE NIVEAU REGIONAL. LE PROBLEME DU DROIT A LA SECURITE N'EST PAS LE MEME DANS L'AFRIQUE DE L'OUEST, DANS L'AMERIQUE LATINE, EN AMERIQUE DU NORD, DANS LE SUD-EST ASIATIQUE. D'OU UNE APPROCHE REGIONALE DU PROBLEME DE LA LIMITATION DES ARMEMENTS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` DEUXIEMEMENT CE QUE NOUS DISONS, C'EST QUE CECI DOIT ETRE NEGOCIE COMME PAR EXEMPLE LES SOVIETIQUES ET LES AMERICAINS NEGOCIENT ACTUELLEMENT SUR-LE-PLAN NUCLEAIRE. ON PEUT IMAGINER DES NEGOCIATIONS REGIONALES POUR FIXER UN NIVEAU SUGGERE RAISONNABLE DE SECURITE. VOUS AVEZ PARLE ENSUITE DE LA TAXE SUR LE SUR-ARMEMENT. IL NE S'AGIT PAS D'UN IMPOT, IL S'AGIT SIMPLEMENT DE CREER UNE RESPONSABILITE FINANCIERE DES PAYS SUR-ARMES. ET CES PAYS SUR-ARMES, A NOTRE AVIS, QUELS DEVRAIENT-ILS ETRE ? D'ABORD TOUS LES PAYS A ARMEMENT NUCLEAIRE, DONC LA FRANCE. OUI, LA FRANCE. NOUS NE PROPOSONS PAS, COMME ON LE FAIT D'HABITUDE, DES IMPOTS POUR LES AUTRES. DONC IL S'AGIT DES PAYS A ARMEMENT NUCLEAIRE, ET D'AUTRE_PART DES PAYS A ARMEMENT CONVENTIONNEL, AU-DELA D'UN CERTAIN SEUIL. CE SEUIL, NATURELLEMENT, DOIT ETRE FIXE PAR LA COMMISSION DU DESARMEMENT DES NATIONS-UNIES, ET AVEC DES MOYENS DE MESURE QUI SONT TOUT DE MEME RELATIVEMENT OBJECTIFS. NOS EVALUATIONS NOUS CONDUISENT A PENSER QU'IL FAUDRAIT PARTIR AU DEPART D'UN FONDS DE L'ORDRE D'UN MILLIARD DE DOLLARS, ET QUE CE FONDS SERVIRAIT POUR UNE PART A FAIRE FONCTIONNER LES MOYENS DE CONTROLE DU DESARMEMENT, ET POUR LE RESTE A ALIMENTER EN RESSOURCES L'AIDE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT LES PLUS DEFAVORISES

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. SABLIER.- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE VOUDRAIS VOUS DEMANDER COMMENT VOUS ENVISAGEZ, SANS METTRE EN PERIL PAR EXEMPLE LES EMPLOIS DES 180.000 PERSONNES QUI TRAVAILLENT, JE CROIS, DANS L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT, ET SANS COMPROMETTRE NOS PERSPECTIVES DE COMMERCE EXTERIEUR, COMMENT VOUS ENVISAGEZ UNE LIMITATION VOLONTAIRE DES VENTES D'ARMES DONT IL A ETE PARLE. M. LE PRESIDENT.- D'ABORD NOUS AVONS TOUJOURS DIT QUE POUR QU'IL Y AIT LIMITATION DES VENTES D'ARMES, IL FALLAIT QUE LES GRANDS PAYS VENDEURS SOIENT D'ACCORD POUR LE FAIRE ENSEMBLE. POUR NOUS CECI VEUT DIRE QU'IL NE PEUT PAS Y AVOIR DE CONVERSATION SUR CE SUJET SANS LA PARTICIPATION DE L'UNION SOVIETIQUE ` URSS ` . NOUS AVONS ETE CONVIES PARFOIS A DES REUNIONS AVEC NOS PARTENAIRES OCCIDENTAUX. MAIS NOUS AVONS TOUJOURS DIT QUE NOUS NE VOULIONS PAS DE REUNION DES PARTENAIRES OCCIDENTAUX SANS QU'IL Y AIT UNE PARTICIPATION PREVUE DE L'UNION SOVIETIQUE. EN EFFET, COMME VOUS LE SAVEZ, LES GRANDS FOURNISSEURS D'ARMES DANS LE MONDE SONT : LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE DONT LES VENTES D'ARMES ONT PROGRESSE EN 1977 (ELLES ONT MEME ASSEZ SENSIBLEMENT AUGMENTE PUISQU'ELLES ONT ATTEINT VRAISEMBLABLEMENT 12 MILLIARDS DE DOLLARS, SOMME CONSIDERABLE -), PUIS L'UNION SOVIETIQUE, ET ENSUITE, ASSEZ LOIN, LA FRANCE, L'ANGLETERRE, L'ALLEMAGNE FEDERALE ` RFA ` . POUR QU'IL Y AIT DONC UNE LIMITATION DES ARMEMENTS, IL FAUT UN ACCORD DE L'ENSEMBLE DE CES PAYS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` D'AUTRE_PART, VOUS VOYEZ QUE CECI EST LIE A LA POLITIQUE GENERALE DU DESARMEMENT. EN EFFET, IL NE PEUT PAS Y AVOIR DE LIMITATION REELLE DES VENTES D'ARMEMENTS S'IL N'Y A PAS UN CERTAIN ACCORD POUR LES LIMITATIONS D'ACHAT D'ARMEMENTS. SINON IL PEUT Y AVOIR UNE SURENCHERE ENTRE FOURNISSEURS POSSIBLES, AVEC DES MOYENS DE PRESSION POLITIQUES. IL FAUT DONC COMBINER A LA FOIS LA LIMITATION DES ACHATS D'ARMEMENTS PAR LA POLITIQUE DU DESARMEMENT ET UNE CONCERTATION ENTRE LES GRANDS PAYS PRODUCTEURS. ALORS VOUS NOUS DITES : DANGER POUR L'EMPLOI. NON, PARCE QU'IL S'AGIT D'UNE PERIODE DE TEMPS RELATIVEMENT LONGUE. ET DANS UNE PERIODE DE CETTE _NATURE, NOUS POUVONS ADAPTER NOTRE PRODUCTION A DES ACTIVITES VOISINES, MAIS PACIFIQUES. PAR EXEMPLE, UNE DES RAISONS POUR LESQUELLES JE SOUHAITE QUE LA FRANCE DEVELOPPE RAPIDEMENT SES CAPACITES DEFONDAITIVES CIVILES C'EST QUE CEI A NOUS DEFMETTDA D'ITII ISFD NOS MOYENS

AERONAUTIQUES CIVILES, C'EST QUE CELA NOUS PERMETTRA D'UTILISER NOS MOTORS AERONAUTIQUES A DES FINS QUI NE SONT PAS PRINCIPALEMENT DES FINS MILITAIRES. VOUS AVEZ UN DOMAINE DANS LEQUEL NOUS SOMMES TOUT A FAIT EXCELLENTS AU POINT_DE_VUE INDUSTRIEL : C'EST LE DOMAINE DES HELICOPTERES. IL Y A BEAUCOUP D'USAGES PACIFIQUES DES HELICOPTERES ET ON PEUT PARFAITEMENT PROSPECTER LE MARCHÉ CIVIL, ET AINSI DE SUITE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` ALAIN DUHAMEL.- YVES CUAU, AVANT QUE NOUS CONSACRIONS NOS DERNIERES MINUTES A DES PROBLEMES DE DEFENSE. YVES CUAU.- JE VOUDRAIS POSER UNE QUESTION SUR LA PROLIFERATION NUCLEAIRE. LA FRANCE A ADOPTE DES POSITIONS QUI SONT TRES RESTRICTIVES EN-MATIERE D'EXPORTATION DE TECHNOLOGIE SENSIBLE. IL Y A MALGRE TOUT DEUX "COUPS PARTIS", COMME ON DIT, IL Y A L'USINE DE TRAITEMENT DE COMBUSTIBLE IRRADIE QUE NOUS DEVONS CONSTRUIRE AU PAKISTAN, ET IL Y A SURTOUT, ME SEMBLE-T-IL, LE REACTEUR DE RECHERCHE OSIRAK, VENDU A L'IRAK, QUI FONCTIONNE AVEC DES QUANTITES IMPORTANTES D'URANIUM ENRICHIS, QUI EST DE L'URANIUM, EN FAIT, QUASI MILITAIRE. EST-CE QUE MALGRE LE RESPECT NECESSAIRE DES CONTRATS SIGNES PAR LA FRANCE, VOUS NE TROUVEZ PAS QU'IL Y A UNE CONTRADICTION FONDAMENTALE ET DANGEREUSE ENTRE LES REGLES QUE NOUS AVONS IMPOSEES ET LA POURSUITE DE CES CONTRATS, ET JE PENSE SURTOUT AU CAS DE L'IRAK QUI EST LE PAYS LE PLUS INSTABLE ET LE PLUS EXTREMISTE DU PROCHE-ORIENT ET CELUI QUI HEBERGE AUSSI LE PLUS GRAND NOMBRE D'ORGANISATIONS PALESTINIENNES DU FRONT DU REFUS ? M. LE PRESIDENT.- LES DECISIONS OU LES CONTRATS AUXQUELS VOUS FAITES ALLUSION SONT ANTERIEURS A LA DEFINITION DES NOUVELLES REGLES. DEPUIS QUE NOUS AVONS DEFINI CES NOUVELLES REGLES, IL N'Y A EU AUCUN MANQUEMENT ET NOUS Y VEILLERONS

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` REPOSE` VOYONS LES CONTRATS ANTERIEURS. EN CE QUI CONCERNE LE PAKISTAN, IL S'AGIT D'UNE USINE DE RETRAITEMENT QUI EST DESTINEE A ASSURER CE QU'ON APPELLE LE CYCLE DU COMBUSTIBLE POUR LES USINES DE FABRICATION D'ELECTRICITE NUCLEAIRE AU PAKISTAN. ET LES AUTORITES PAKISTANAISES ONT ACCEPTE LE CONTROLE DE L'AGENCE INTERNATIONALE ET ONT TOUJOURS INDIQUE QUELLES ETAIENT LEURS INTENTIONS. C'EST DANS CET ESPRIT QUE NOUS POURSUIVONS LA REALISATION DE CES CONTRATS, MAIS EN DISCUTANT AVEC LES AUTORITES PAKISTANAISES SUR LA TECHNOLOGIE A ADOPTER, DE TELLE FACON QUE CE SOIT EFFECTIVEMENT CET OBJECTIF QUI SOIT ASSURE, C'EST-A-DIRE LE RETRAITEMENT DU COMBUSTIBLE ELECTRO-NUCLEAIRE ET QUE NOUS ELIMINIONS PAR CONTRE LE RISQUE D'UNE UTILISATION EVENTUELLE A D'AUTRES FINS. CES CONVERSATIONS SONT EN-COURS. POUR CE QUI EST DE L'IRAK, JE DIRAI QUE JE NE PARTAGE PAS VOTRE JUGEMENT SUR CE PAYS. C'EST VOTRE JUGEMENT. MAIS C'EST UN PAYS QUI SUIT UN PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT IMPORTANT, ET QUI DANS SES RELATIONS INTERNATIONALES, ET EN-PARTICULIER SES RELATIONS INTERNATIONALES AVEC LA FRANCE, EST UN PARTENAIRE QUI EST SERIEUX, STABLE, AVEC LEQUEL NOUS ENTRETENONS DES RELATIONS POSITIVES. QUANT A LA REALISATION DONT VOUS PARLEZ, IL S'AGIT D'UN REACTEUR DE RECHERCHE QUI EST TOUT-A-FAIT UNE AUTRE TECHNOLOGIE. ET IL FAUT EN EFFET VEILLER A CE QUE LE COMBUSTIBLE NECESSAIRE AU FONCTIONNEMENT DE CE REACTEUR DE RECHERCHE SOIT EXACTEMENT ADAPTE AUX BESOINS DE CE REACTEUR ET NE PUISSE PAS ETRE AFFECTE A D'AUTRES USAGES. TELLE EST BIEN LA _NATURE DES ENGAGEMENTS QUI ONT ETE PRIS PAR LES AUTORITES IRAKIENNES, TELLE EST BIEN LA _NATURE DES GARANTIES QUE NOUS SOUHAITONS OBTENIR

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` JOSETTE ALIA.- EN-MATIERE DE DEFENSE, MONSIEUR LE

PRESIDENT, M. BARRE A DIT, JE CROIS, LE 18 JUIN, QUE NOTRE FORCE DE DISSUASION S'APPLIQUAIT EGALEMENT AUX TERRITOIRES VOISINS ET ALLIES. ET VOUS-MEME, EN 1976, VOUS AVEZ PARLE D'UN ESPACE EUROPEEN UNIQUE. JE NE PENSE PAS QUE VOUS AYEZ FAIT D'AUTRES DECLARATIONS ENSUITE LA-DESSUS EN-MATIERE DE DEFENSE. ALORS, EST-CE QUE CELA SIGNIFIE QUE LA FORCE DE FRAPPE FRANCAISE, QU'ELLE SOIT STRATEGIQUE OU TACTIQUE, POURRAIT EVENTUELLEMENT ETRE UTILISEE POUR PROTEGER L'ALLEMAGNE, QUI EST NOTRE PAYS VOISIN ET ALLIE LE PLUS PROCHE. M. LE PRESIDENT.- VOUS AVEZ L'ART DE SOULEVER EN QUELQUES MOTS DES QUESTIONS FONDAMENTALES : D'ABORD UN POINT ESSENTIEL, C'EST QUE LA FRANCE EST OPPOSEE A TOUTE HYPOTHESE DIRECTE OU INDIRECTE D'ARMEMENT NUCLEAIRE DE L'ALLEMAGNE. C'EST POUR NOUS UNE PREOCCUPATION FONDAMENTALE ET C'EST D'AILLEURS UNE OBLIGATION DE L'ALLEMAGNE FEDERALE. DONC, IL NE S'AGIT PAS D'UN USAGE PAR L'ALLEMAGNE FEDERALE DES MOYENS NUCLEAIRES FRANCAIS. LA DISSUASION, POUR ETRE EFFICACE, DOIT ETRE ENTOUREE D'UN CERTAIN MYSTERE EN CE QUI CONCERNE SES CONDITIONS D'UTILISATION. IL N'Y A PAS DE DISSUASION SI L'ADVERSAIRE SAIT A L'AVANCE DANS QUELLES CONDITIONS ON L'UTILISERA. OR, IL PEUT Y AVOIR DES SITUATIONS DANS LESQUELLES LA FRANCE POURRAIT SE SENTIR MENACEE AVANT MEME QUE SES FRONTIERES NE SOIENT ATTEINTES ET OU ELLE ESTIMERAIT OPPORTUN D'UTILISER SA DISSUASION. SI VOUS REGARDEZ LA CARTE DE L'EUROPE, VOUS VOYEZ QUEL PEUT ETRE CE TYPE DE SITUATION. MAIS, CE QUE JE TIENS A VOUS DIRE DE LA FACON LA PLUS NETTE, C'EST QUE LA DISSUASION FRANCAISE EST UNE DISSUASION FRANCAISE. CELA VEUT DIRE QUE C'EST LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE QUI PREND LA DECISION, SUR LE VU DES INTERETS NATIONAUX ULTIMES DE LA FRANCE. IL PEUT L'APPRECIER COMPTE_TENU D'UN CERTAIN NOMBRE DE CIRCONSTANCES, MAIS C'EST A-PARTIR DE CE CRITERE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. JOULIN.- L'UTILISATION DE NOTRE FORCE DE DISSUASION NUCLEAIRE CREERAIT UN ENORME CARNAGE... POURRIEZ-VOUS, MONSIEUR LE PRESIDENT, APPUYER SUR LE BOUTON ? M. LE PRESIDENT.- S'IL EXISTE UNE FORCE DE DISSUASION, C'EST POUR QUE, JE LE REPETE, DANS LE CAS ULTIME OU L'EXISTENCE NATIONALE DE LA FRANCE SERAIT EN CAUSE, CELUI QUI A LA RESPONSABILITE NE VOIE PAS SON DOIGT TREMBLER. DANS UNE TELLE SITUATION, LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, MOI-MEME, MES SUCCESEURS, PRENDRAIENT LEURS RESPONSABILITES. VOUS AVEZ UTILISE LE MOT "CARNAGE". VOUS AVEZ TRES BIEN FAIT. TOUT CECI EST EN EFFET UNE VISION D'APOCALYPSE. C'EST POURQUOI NOUS DEVONS AGIR PAR AILLEURS SUR-LE-PLAN POLITIQUE DE LA DETENTE ET DU DESARMEMENT, AFIN D'ECARTER AUTANT QUE POSSIBLE CETTE EVENTUALITE. C'EST POURQUOI AUSSI IL FAUT BIEN VOIR QUEL SERAIT ACTUELLEMENT LE DETONATEUR D'UN EVENTUEL CONFLIT. IL Y A VINGT ANS, A MON AVIS, LE DETONATEUR ETAIT NUCLEAIRE. JE VEUX DIRE QUE, DANS LE GRAND AFFRONTMENT PSYCHOLOGIQUE DE LA GUERRE FROIDE, LES ETATS-UNIS ET L'UNION SOVIETIQUE `URSS` SE REGARDAIENT FACE A FACE ET TOUT A COUP L'UN D'ENTRE EUX POUVAIT PRENDRE PEUR, SE SENTIR MENACE ET APPUYER SUR LE BOUTON. LE DETONATEUR D'UN CONFLIT IL Y A VINGT ANS EUT ETE NUCLEAIRE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` A L'HEURE ACTUELLE JE NE CROIS PAS QUE COMPTE_TENU DE LA _NATURE DES RAPPORTS QUI SE SONT ETABLIS ENTRE LES NATIONS CE SOIT LE RISQUE PRINCIPAL. LE RISQUE PRINCIPAL, C'EST LA CRISE, C'EST-A-DIRE LE FAIT QU'A-PARTIR D'UNE CRISE POLITIQUE QUI NE PEUT ETRE LOCALE, DANS UN ETAT OU UN GROUPE D'ETATS EN EUROPE, ON EN VIENNE A UTILISER D'ABORD DES MOYENS DE MAINTIEN DE L'ORDRE, PUIS DES FORCES CLASSIQUES ET QU'ON SE TROUVE ENFIN DANS UNE SITUATION OU LES MOYENS NUCLEAIRES VIENDRAIENT A ETRE UTILISES. LE DETONATEUR, C'EST DONC LE RISQUE D'UN DESEQUILIBRE DANS LES

MOYENS CONVENTIONNELS. C'EST PAR LA QUE POURRAIT SE DEVELOPPER EN EUROPE UNE SITUATION D'INSTABILITE TELLE QUE LES MOYENS NUCLEAIRES SERAIENT LE SEUL RECOURS. C'EST LA RAISON DE FOND POUR LAQUELLE NOUS PROPOSONS UNE CONFERENCE EUROPEENNE SUR LES ARMEMENTS CONVENTIONNELS. SI ON ETABLIT UN CERTAIN EQUILIBRE DE CES ARMEMENTS CONVENTIONNELS, ON REDUIT, ME SEMBLE-T-IL, LE RISQUE AU NIVEAU DU DETONATEUR

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` YVES CUAU.- MONSIEUR LE PRESIDENT, DANS QUELQUES ANNEES, L'ESSENTIEL DE NOTRE FORCE DE DISSUASION ` ARMEMENT NUCLEAIRE ` AURA NATURELLEMENT VIEILLI & LES MIRAGE IV SERONT DES AVIONS TRES DEPASSES. IL Y AURA PROBABLEMENT DEUX OU TROIS SOUS-MARINS NUCLEAIRES EN CARENAGE OU EN REVISION POUR L'INSTALLATION DE NOUVEAUX ENGIN, LES FUSEES DU PLATEAU D'ALBION SERONT DE PLUS EN PLUS VULNERABLES. EST-CE QUE LA FRANCE VA SE LANCER DANS UNE NOUVELLE COURSE AUX ARMEMENTS ? EST-CE QU'ELLE VA DECIDER DE CONSTRUIRE DES MISSILES DE CROISIERE ? EST-CE QU'ELLE VA ETUDIER LE PROBLEME DE LA CONSTRUCTION D'UNE BOMBE A NEUTRONS ? EST-CE QU'ELLE EN A LES MOYENS ? M. LE PRESIDENT.- IL SE PASSE ACTUELLEMENT DEUX CHOSES : D'UNE PART, IL Y A L'ACCUMULATION QUANTITATIVE DES ARMEMENTS & VOUS SAVEZ QUE DANS L'EUROPE ACTUELLE, SE TROUVE LE PLUS GRAND ARSENAL QUI AIT JAMAIS EXISTE DANS L'HISTOIRE DE L'HUMANITE, ET DE LOIN. IL Y A EN MEME TEMPS UNE RECHERCHE D'AMELIORATION, SI JE PUIS DIRE, QUALITATIVE, DE PERFECTIONNEMENT EXTREMEMENT RAPIDE. EN EFFET, LA TECHNIQUE CHANGE, LES FAMEUX MISSILES DE CROISIERE RELEVANT D'UNE TECHNIQUE TOUT A FAIT NOUVELLE, DE MEME QUE LA BOMBE A NEUTRONS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REponse ` LA FRANCE SOUHAITE QUE L'ON PUISSE A LA FOIS REDUIRE LA QUANTITE DES ARMEMENTS ET RALENTIR CETTE RECHERCHE QUALITATIVE DE PERFECTIONNEMENT. NOUS SOUHAITONS LES DEUX. SI NOUS Y PARVENONS, CELA NOUS DISPENSERA, EN CE QUI NOUS CONCERNE, DE PARTICIPER A CETTE COURSE. DANS L'HYPOTHESE OU ELLE SE POURSUIVRAIT, ET CECI NE DEPEND PAS DE NOUS, MAIS DE L'ACCORD DES DEUX PUISSANCES NUCLEAIRES, LA FRANCE DEVRAIT ASSURER SA PROPRE SECURITE. OR, IL EST VRAI QU'A-PARTIR DE 1990, ELLE NE POURRA PLUS L'ASSURER A-PARTIR DE SES MOYENS ACTUELS. JE DIS D'UN MOT AUX TELESPECTATEURS QUE, JUSQU'EN 1990, NOS MOYENS DE DISSUASION VONT AUGMENTER TRES FORTEMENT GRACE-AUX PROGRES TECHNIQUES DEJA ENGAGES DE NOS EQUIPEMENTS. MAIS IL EST VRAI QUE TOUT CECI VA VIEILLIR. IL FAUT DONC QUE NOUS ETUDIIONS LA QUESTION DE SAVOIR S'IL FAUT PREVOIR QUELQUE CHOSE AU-DELA DE 1990 ET J'AI DEMANDE QUE LES ETUDES SOIENT ENTREPRISES. MAIS JE SOUHAITE QUE CE QUI VA SE PASSER AU-COURS DES PROCHAINS MOIS SUR-LE-PLAN DE LA LIMITATION DES ARMEMENTS OU DE LA RECHERCHE DU DESARMEMENT, PUISSE NOUS DISPENSER DE CET EFFORT OU EN TOUT CAS RENVOYER LA DECISION A PLUS TARD

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` JOSETTE ALIA.- DANS CETTE OPTIQUE, OU LES ARMEMENTS CONVENTIONNELS PRENNENT UNE IMPORTANCE NOUVELLE, PUISQUE EFFECTIVEMENT LE DETONATEUR SERAIT PLUTOT UNE CRISE LOCALE, EST-CE QUE VOUS ESTIMEZ QU'ACTUELLEMENT LA FRANCE A UNE ARMEE CONVENTIONNELLE SUFFISANTE ? M. LE PRESIDENT.- OUI, EN QUANTITE, MAIS JE CROIS QU'ON PEUT ENCORE L'AMELIORER AU POINT DE VUE DES MOYENS. DANS CETTE AFFAIRE D'ARMEMENTS CONVENTIONNELS, IL Y A D'ABORD UNE QUESTION DE PRESENCE DE LA FRANCE EN EUROPE. IL FAUT BIEN VOIR QU'IL Y A UN PAYS QUI A UN ARMEMENT CONVENTIONNEL CONSIDERABLE ET DE TRES BONNE QUALITE, C'EST L'ALLEMAGNE FEDERALE, ET C'EST LE SEUL. S'IL N'Y AVAIT QUE L'ALLEMAGNE FEDERALE, NOUS AUSSIONS UNE SITUATION A LA FOIS STABLE ET AN

QUE L'ALLEMAGNE FEDERALE, NOUS AURIONS UNE SITUATION, A LA FOIS SUR-LE-PLAN POLITIQUE ET SUR-LE-PLAN DE LA DEFENSE EN EUROPE, QUI SERAIT TOUT A FAIT DESEQUILIBREE, OU LES DECISIONS ESSENTIELLES EN TEMPS DE CRISE SERAIENT PRISES PRATIQUEMENT PAR L'ALLEMAGNE FEDERALE. C'EST POURQUOI J'AI CONSIDERE QU'IL ETAIT TRES IMPORTANT QUE LA FRANCE AIT LES MOYENS D'ETRE PRESENTE, ELLE AUSSI, DANS LE DEBAT QUI S'OUVRIRAIT EN FACE D'UNE EVENTUALITE DE CRISE ET D'UTILISATION DES MOYENS CONVENTIONNELS. NOUS AVONS FAIT DEPUIS DEUX ANS UN GROS EFFORT ET LES FRANCAIS L'ONT D'AILLEURS BIEN COMPRIS. REGARDEZ NOS UNITES MILITAIRES, LA FACON DONT ELLES SONT COMMANDEES, ENTRAINEES ET MAINTENANT EQUIPEES £ MAIS NOUS NE SOMMES PAS ENCORE AU NIVEAU SUFFISANT. NOUS DEVONS POURSUIVRE CET EFFORT PENDANT LES PROCHAINES ANNEES 1980, 1981, POUR ATTEINDRE UN NIVEAU QUI SOIT PLUS SATISFAISANT £ MAIS CELA NE SUPPOSE PAS UNE AUGMENTATION DES EFFECTIFS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` ALAIN DUHAMEL.- UN DERNIER MOT A EDOUARD SABLIER AVANT DE CONCLURE. EDOUARD SABLIER.- VOUS AVEZ PARLE A DEUX REPRISES DE LA CONFERENCE EUROPEENNE DE DESARMEMENT DONT LE PROJET A ETE PROPOSE PAR LA FRANCE QUI VA S'OCCUPER SURTOUT DES MOYENS CONVENTIONNELS, C'EST-A-DIRE NON_NUCLEAIRES. EST-CE QUE DANS CE DESARMEMENT CONVENTIONNEL, ON INCLURAIT LES ARMES ATOMIQUES TACTIQUES, PAR EXEMPLE ? M. LE PRESIDENT.- REPONSE : NON. ET CELA REPOND A UNE DE VOS QUESTIONS, MADAME. JE CROIS QU'IL EST TRES IMPORTANT DE MAINTENIR ABSOLUMENT LA DISTINCTION ENTRE CE QUI EST NUCLEAIRE, CE QUI EST ATOMIQUE ET CE QUI NE L'EST PAS. CAR A-PARTIR DU MOMENT OU L'ON RAPPROCHERAIT LES ARMES NUCLEAIRES TACTIQUES C'EST-A-DIRE CELLES QUE L'ON UTILISE AU-COURS D'UNE BATAILLE DE L'ARMEMENT CONVENTIONNEL, ON DONNERAIT A CEUX QUI SONT LES PARTICIPANTS AU COMBAT CONVENTIONNEL, ACCES A UN PREMIER ETAGE D'ARMEMENT NUCLEAIRE. JE CROIS QUE NOUS DEVONS TOUT FAIRE EN REALITE POUR EVITER QUE NE SE REPANDE L'ARMEMENT NUCLEAIRE DANS LE MONDE OU EN EUROPE, ET C'EST LA RAISON POUR LAQUELLE NOUS DEVONS TRAITER A PART, ENTRE CEUX QUI DETIENNENT L'ARMEMENT NUCLEAIRE, LES PROBLEMES NUCLEAIRES. ALAIN DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, VOUS VENEZ DE NOUS PARLER PENDANT TROIS QUARTS D'HEURE DE POLITIQUE ETRANGERE ET IL Y A UNE QUESTION QUE, JE SUPPOSE, BEAUCOUP DE FRANCAIS... EN TOUT CAS QUE, NOUS, NOUS AVONS ENVIE DE VOUS POSER : IL Y A DES ELECTIONS DANS UN MOIS : EST-CE QUE, SI L'OPPOSITION L'EMPORTE, VOUS AUREZ LES MOYENS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS DE POURSUIVRE LA POLITIQUE ETRANGERE QUE VOUS DEFINISSEZ ? LE PRESIDENT.- JE NE REPONDRAI PAS A VOTRE QUESTION, CE N'EST PAS L'OBJET DE NOTRE DEBAT

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` JE REPONDRAI A UNE AUTRE QUESTION VOISINE QUI EST LA SUIVANTE : EST-CE QUE LE RESULTAT D'UNE CONSULTATION ELECTORALE IMPORTANTE PEUT AVOIR DES CONSEQUENCES SUR LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE ? JE VOUS REPONDS EVIDEMMENT : OUI. ET CE QUE JE SOUHAITE DANS CETTE PERIODE OU NOUS ENTRONS, C'EST QUE LE BON SENS NE DESSERVE PAS LA FRANCE, MAIS QU'AU CONTRAIRE LE BON SENS S'Y INSTALLE EN FORCE. VOUS ETES DES JOURNALISTES, DE GRANDS JOURNALISTES. ET BIEN, LORSQU'ON ANNONCE QU'IL VA Y AVOIR DANS TEL OU TEL PAYS DU MONDE UNE CONSULTATION ELECTORALE, AVEC LA POSSIBILITE D'UN CHANGEMENT DE MAJORITE OU D'UN CHANGEMENT DE LA COMPOSITION EN PROFONDEUR DE SON GOUVERNEMENT, NE SE POSE-T-ON PAS DES QUESTIONS SUR L'ORIENTATION DE SA POLITIQUE ETRANGERE ? EVIDEMMENT OUI, ET CHAQUE FOIS ON SE DIT : "QUELLE VA ETRE LA POLITIQUE ETRANGERE QUE VA DESORMAIS SUIVRE TEL OU TEL PAYS ?". POURQUOI VOULEZ-VOUS QU'ON NE SE POSE PAS CETTE QUESTION A PROPOS DE LA FRANCE ? DONC A LA QUESTION QUE VOUS POSEZ, JE DIS QU'EN EFFET

LE CHOIX QUE FERONT LES FRANCAIS EST UN CHOIX QUI AURA DES CONSEQUENCES IMPORTANTES SUR LA POURSUITE DE LA POLITIQUE EXTERIEURE ET SUR L'ACTION DE LA FRANCE & C'EST POURQUOI JE SOUHAITE QUE DANS LES ELEMENTS QUE LES FRANCAIS PRENDRONT EN CONSIDERATION (ET JE LES CONNAIS BIEN, ET JE LES COMPRENDS BIEN, JE SAIS QUE LES ELEMENTS DE LEUR VIE QUOTIDIENNE, DE LEUR VIE REELLE EXERCENT UN POIDS CONSIDERABLE)... JE SOUHAITE QU'A COTE DE CES ELEMENTS DE DECISION, ILS AIENT UNE PENSEE POUR UN AUTRE ENJEU QUI EST UN ENJEU NATIONAL. CAR, COMME JE L'AI DIT, IL S'AGIT DE LA REPUTATION ET DE L'ACTION DE LA FRANCE. ALAIN DUHAMEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, JE VOUS REMERCIE

-\